

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne
Site de Brive
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

Brive-la-Gaillarde, le 4 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALLIANCE NOUVELLE AQUITAINE (macheix)

AVENUE LA TOUR DE LOYRE
19360 Malemort

Références : 2026-03-04 UiD192026-0028r georisques

Code AIOT :: 0006003544

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2026 dans l'établissement ALLIANCE NOUVELLE AQUITAINE (macheix) implanté AVENUE LA TOUR DE LOYRE 19360 Malemort. L'inspection a été annoncée le 05/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit à la fois dans la programmation annuelle de contrôle et dans le suivi de l'installation, notamment à la suite des incidents survenus en octobre 2025

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALLIANCE NOUVELLE AQUITAINE (macheix)
- AVENUE LA TOUR DE LOYRE 19360 Malemort
- Code AIOT : 0006003544
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société est spécialisée dans le transit et le regroupement de déchets. Elle réalise des travaux d'assainissement pour des particuliers, des professionnels ou des collectivités. Ces interventions comprennent le pompage, la vidange, le débouchage, le curage et le nettoyage de canalisations ou de cuves.

L'installation est classée au titre de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) dans les rubriques 3550 et 2718, sous le régime de l'autorisation. Elle est soumise au respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 novembre 2008, de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 mai 2023, ainsi qu'à celles de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- IED-MTD
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 2-5-1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Valeurs limites d'émission rejet avant rejet	AP Complémentaire du 10/05/2023, article 2.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Auto surveillance de la qualité des eaux souterraines	AP Complémentaire du 10/05/2023, article 2.7	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
6	Entretien et surveillance	AP Complémentaire du 10/05/2023, article 2.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Vérification installation électrique	Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 7.2.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
15	Déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déc	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Interdiction de feux	Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 7.3.2	Sans objet
5	Origine des approvisionnements en eau	AP Complémentaire du 10/05/2023, article 2.4	Sans objet
7	Séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 5.1.2	Sans objet
8	Conception et exploitation des installations d'entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 5.1.3	Sans objet
9	Origine géographique des déchets	Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 5.2.1	Sans objet
10	Déchets / Refus de prise en charge	Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 5.2.2.5	Sans objet
11	Déchets / Registre de prise en charge	AP Complémentaire du 10/05/2023, article 2.8	Sans objet
13	Lutte contre incendie	Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 7.6.4.1	Sans objet
14	Auto surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 9.2.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La transmission d'éléments de justification, accompagnée des mesures correctives envisagées, est attendue. Ces éléments sont précisés dans les points de contrôle détaillés ci-après.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 2-5-1
Thème(s) : Risques accidentels, Incidents ou accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 31/10/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 20/12/2025
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>L'exploitant a déclaré cet événement en ligne le 28/11/2025, cette déclaration vaut rapport. Le plan fourni n'est pas complet : certaines canalisations semblent ne pas être reliées. L'exploitant a indiqué, le jour de la visite, avoir signé un devis afin de permettre l'identification de l'ensemble des canalisations et des réseaux du site. Une intervention de géoréférencement de l'ensemble des réseaux enterrés du site est prévue fin février.</p> <p>Depuis l'incident, l'exploitant réalise un test hebdomadaire du bouton testeur du séparateur. Cette vérification fait l'objet d'un enregistrement dans le registre de suivi de l'entretien du débourbeur-séparateur d'hydrocarbures. Ce registre a été consulté lors de l'inspection ; il mentionne notamment des tests de l'alarme réalisés les 12/12/2025, 19/12/2025 et 26/12/2025. Un test a été effectué le jour de l'inspection ; celui-ci s'est avéré conforme.</p> <p>Par ailleurs, une réflexion plus globale sur le suivi de cet équipement a été menée et a permis l'élaboration d'une procédure dédiée. Celle-ci a été présentée lors de l'inspection. Les vérifications et opérations de nettoyage sont enregistrées dans le registre de suivi. Le flotteur fait également l'objet de vérifications.</p> <p>L'exploitant déclare avoir fait procéder à l'étanchéification du regard en amont du débourbeur - séparateur hydrocarbure.</p> <p>L'exploitant a indiqué, lors de l'inspection, avoir prévu l'achat des équipements essentiels au bon fonctionnement du séparateur, à savoir un flotteur et un nid d'abeille. La présence de 2 obturateurs de réseau a été constatée sur l'installation.</p> <p>Enfin, dans son échéancier de réalisation des mesures de maîtrise, l'exploitant avait envisagé la mise en place d'une sonde au niveau du regard situé en amont du débourbeur. La réflexion à ce sujet est en cours.</p> <p>La procédure de fonctionnement des cuves de décantation est attendue, ainsi que les éléments relatifs à la sécurisation du procédé, notamment la mise en place d'une alarme de débordement, la définition de la fréquence et des modalités de surveillance de l'étanchéité du dispositif, ainsi que tout autre moyen de prévention approprié.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit transmettre, sous 1 mois, un plan des réseaux du site à jour, intégrant l'ensemble des canalisations (eaux pluviales, eaux industrielles...), dûment identifiées, localisées et en état de fonctionnement.</p>

<p>Un point d'avancement relatif à la réflexion engagée concernant l'installation d'une sonde au droit du regard situé en amont du débourbeur devra également être transmis.</p> <p>À la suite de l'incident constaté, l'exploitant est tenu de poursuivre et renforcer les actions destinées à assurer une maîtrise complète du risque de fuite et de déversement accidentel, en particulier au niveau des cuves de décantation. Les éléments techniques permettant de justifier cette maîtrise sont attendus, sous 1mois, notamment la mise en place de dispositifs de détection et d'alerte (tels que des alarmes de débordement), ainsi que tout autre moyen de surveillance ou de prévention approprié.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Interdiction de feux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction de feux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous la forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a constaté la présence d'une signalétique interdisant tout apport de feu au niveau de la zone de dépotage des camions.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Valeurs limites d'émission rejet avant rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/05/2023, article 2.5		
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission rejet avant rejet		
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/02/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue :20/09/2025		
Prescription contrôlée : <i>Les effluents rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaire respectent les valeurs limites et sont surveillés aux fréquences suivantes :</i>		
Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Demande chimique en oxygène (DCO)	300 mg/L	Trimestrielle
Carbone organique total (COT)	100 mg/L	Trimestrielle
Matières en suspension totales (MEST)	60 mg/L	Trimestrielle
Azote total (N total)	60 mg/L	Trimestrielle
Phosphore total (P total)	3 mg/L	Trimestrielle
Indice phénol	0,3 mg/L	Trimestrielle
Indice hydrocarbure	10 mg/L	Trimestrielle
Arsenic (As)	0,1 mg/L	Trimestrielle
Cadmium (Cd)	0,1 mg/L	Trimestrielle
Chrome (Cr)	0,3 mg/L	Trimestrielle
Cuivre (Cu)	0,5 mg/L	Trimestrielle
Nickel (Ni)	1 mg/L	Trimestrielle
Plomb (Pb)	0,3 mg/L	Trimestrielle
Zinc (Zn)	2 mg/L	Trimestrielle
Chrome hexavalent (Cr(VI))	0,1 mg/L	Trimestrielle
Mercure (Hg)	10 µg/L	Trimestrielle
Composés organiques adsorbables (AOX)	1 mg/L	Trimestrielle
Cyanure libre (CN)	0,1 mg/L	Trimestrielle

Constats :

L'exploitant a fait réaliser cinq campagnes de mesures au cours de l'année 2025, les 20 janvier, 8 avril, 3 juin, 11 septembre et 11 décembre, la fréquence imposée par l'article susvisé étant trimestrielle. L'exploitant a renforcé son suivi en réalisant une analyse complémentaire, au regard de certains dépassements observés, afin de disposer d'éléments permettant d'analyser les résultats et de vérifier l'efficacité des actions mises en œuvre.

À la suite du résultat du 20 janvier 2025, non-conforme pour le paramètre AOX, l'exploitant indique ne pas disposer d'éléments permettant de justifier ce dépassement. Aucun autre dépassement n'a toutefois été constaté pour ce paramètre lors des quatre autres campagnes réalisées en 2025.

Les analyses réalisées en avril, juin et septembre 2025 mettent en évidence des dépassements des valeurs limites pour les hydrocarbures, ainsi que pour les paramètres MES, COT, DCO et azote global.

À titre d'exemple, les résultats de la campagne de mesures du 03/06/2025 indiquent, pour les MES, une concentration de 230 mg/L pour une valeur attendue de 60 mg/L, un COT de 920 mg/L pour une valeur attendue de 100 mg/L, un indice phénol de 435 µg/L pour une valeur attendue de 300 µg/L, et un indice hydrocarbures de 32,9 mg/L pour une valeur attendue de 10 mg/L.

Les résultats de la campagne de décembre 2025 sont conformes à l'ensemble des valeurs limites réglementaires applicables.

L'année 2025 correspond à la mise en fonctionnement du procédé de décantation des eaux hydrocarburées. Dans ce cadre, l'exploitant a revu, fin novembre 2025, sa procédure d'entretien du séparateur d'hydrocarbures, en augmentant la fréquence de vidange et de nettoyage de cet équipement (une fois tous les quinze jours).

Toutefois, compte tenu des incertitudes manifestes entourant la maîtrise et les conditions de fonctionnement du procédé de décantation susmentionné, et afin de consolider la vision et la compréhension de l'efficacité de ce procédé, **l'exploitant devra procéder durant les prochains mois à des mesures en amont et en aval du séparateur et ce tous les 15 jours et avant les opérations de vidange/nettoyage du séparateur.** Il est en effet rappelé que le séparateur d'hydrocarbures ne constitue pas un dispositif de traitement des eaux de process industrielles, mais un équipement de prétraitement destiné aux eaux faiblement polluées.

L'exploitant doit poursuivre le suivi des eaux de rejet en sortie du séparateur. La surveillance est effectuée par l'exploitant, mais la déclaration sur GIDAF n'a pas été réalisée, le cadre de surveillance n'étant pas encore établi. L'Inspection se chargera d'établir ce cadre, le cas échéant après avoir ajusté les prescriptions de surveillance et ce en lien avec les investigations précitées en lien avec la compréhension du procédé de décantation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard des constats qui précèdent, il est demandé à l'exploitant :

- de procéder durant les prochains mois à des mesures en amont et en aval du séparateur et ce tous les 15 jours et avant les opérations de vidange/nettoyage du séparateur. Les résultats de ces mesures seront transmis à l'Inspection des installations classées dès réception accompagnés de tout élément d'analyse pertinent ;
- de transmettre sous 1 mois la procédure de fonctionnement et d'exploitation des cuves de décantation, incluant les modalités d'entretien, de vidange et de gestion des dépôts ;
- de transmettre sous 1 mois les éléments relatifs à la sécurisation du procédé, notamment la mise en place de dispositifs de détection et d'alerte en cas de débordement, ainsi que la définition de la fréquence et des modalités de surveillance de l'étanchéité des équipements.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Auto surveillance de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/05/2023, article 2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance de la qualité des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/02/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 20/09/2025
Prescription contrôlée : <p><i>La qualité des eaux souterraines fait l'objet d'une surveillance notamment en vue de détecter d'éventuelles pollutions dues aux activités exercées. À cette fin, trois piézomètres sont implantés :</i></p> <ul style="list-style-type: none">- PZ1 : Piézomètre de contrôle amont,- PZ2 : Piézomètre de contrôle aval à proximité du débourbeur,- PZ3 : Piézomètre de contrôle aval à l'entrée du site. <p><i>Le niveau piézométrique est relevé deux fois par an et des prélèvements sont effectués dans la nappe selon la même fréquence. Ces prélèvements font l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution compte-tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation et a minima sur les paramètres suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none">- pH- Conductivité,- DCO,- Hydrocarbures totaux,- Chacun des métaux : Hg, As, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn. <p><i>Si les résultats de la surveillance mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées. Ces actions sont menées en concertation avec l'inspection des installations classées. En cas de modification de produit de traitement utilisé, l'exploitant doit en informer immédiatement l'inspection des installations classées afin d'adapter si besoin la liste des paramètres à analyser.</i></p> <p><i>L'exploitant surveille et entretient les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de piézomètre est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.</i></p>
Constats : <p>L'Inspection a constaté que les trois piézomètres du site n'ont pas fait l'objet d'un enregistrement à la Banque du Sous-Sol (BSS) du BRGM. Suite à ce constat, l'exploitant a réalisé cette déclaration et a transmis, à l'Inspection par courriel du 18/02/2026, le récépissé de déclaration contenant le code BSS de chacun des trois piézomètres.</p> <p>L'exploitant a fait réaliser trois campagnes de prélèvements d'eaux souterraines, respectivement les 20 janvier, 29 avril et 6 novembre 2025.</p> <p>Les concentrations suivantes sont mises en évidence:</p> <p><u>Piézomètre PZ1 :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• arsenic : 61 µg/L, 14,6 µg/L et 14,4 µg/L ;• chrome : 86 µg/L lors de la campagne de janvier 2025. <p><u>Piézomètre PZ2 :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• arsenic : 94 µg/L, 61,7 µg/L et 43,6 µg/L. <p><u>Piézomètre PZ3 :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• arsenic : 24,8 µg/L lors de la campagne de novembre 2025.

Les analyses révèlent ainsi la présence d'arsenic à des concentrations compatibles avec les limites applicables aux eaux brutes.

Il n'est pas exclu que les dépassements observés soient liés au passif du site. Toutefois, l'absence de rapport de base ne permet pas d'étayer cette hypothèse. Il est néanmoins constaté, pour les piézomètres PZ1 et PZ2, une diminution progressive des concentrations en arsenic au cours de l'année 2025, celles-ci passant respectivement de 61 µg/L en janvier à 14,4 µg/L en novembre pour le PZ1, et de 94 µg/L en janvier à 43,6 µg/L en novembre pour le PZ2.

L'exploitant doit poursuivre la surveillance des eaux souterraines. La surveillance est effectuée par l'exploitant, mais la déclaration sur GIDAF n'a pas été réalisée, le cadre de surveillance n'étant pas encore établi. L'Inspection se chargera d'établir ce cadre, le cas échéant après avoir ajusté les prescriptions de surveillance, en lien avec les investigations attendues et décrites dans le point de contrôle n° 3.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit poursuivre la surveillance des eaux souterraines et transmettre les résultats à l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/05/2023, article 2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau

Prescription contrôlée :

[...]

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes:

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m3)	Débit maximal journalier (m3)
Réseau public	300	1

Constats :

La consommation d'eau pour l'année 2025 a été demandée lors de l'inspection et n'a pas été communiquée à cette occasion.

L'exploitant a transmis, par courriel le 9 février 2026, trois factures d'eau couvrant les périodes suivantes : de novembre 2022 à juin 2023, de novembre 2023 à juin 2024 et de novembre 2024 à juin 2025.

Sur la base de ces factures d'eau et sous réserve que les périodes transmises soient représentatives d'un fonctionnement normal de l'installation et qu'aucune fluctuation significative de la consommation ne soit observée sur les autres mois de l'année, ce volume apparaît cohérent avec le volume annuel prescrit dans l'arrêté susvisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Entretien et surveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/05/2023, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'Inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...).
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué être en cours de rédaction de la procédure de fonctionnement des cuves de décantation. Cette procédure devra préciser les dispositions retenues pour l'exploitation, l'entretien et la surveillance régulière de ces équipements. Les comptes-rendus de maintenance et d'entretien des cuves , des conduites associées et de l'alarme anti débordement devront être tenus à disposition de l'Inspection. Le jour de l'inspection , la présence d'un détecteur de niveau a été constaté. À l'occasion de l'inspection, l'exploitant a par ailleurs indiqué avoir écarté l'hypothèse (abordée lors de l'inspection précédente), de la création de trous d'homme sur ces cuves, en raison des difficultés que cette solution poserait en termes de garantie de l'étanchéité du dispositif.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Au regard des constats qui précèdent, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection, dans un délai de 1 mois, les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la procédure de fonctionnement et d'exploitation des cuves de décantation, incluant les modalités d'entretien, de vidange et de gestion des dépôts ;- les éléments relatifs à la sécurisation du procédé, notamment la mise en place de dispositifs de détection et d'alerte en cas de débordement, ainsi que la définition de la fréquence et des modalités de surveillance de l'étanchéité des équipements.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Séparation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du code de l'environnement. Les déchets d'emballage visés par les articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie. Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R.543-3 à R.543-15 et R.543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination). Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R.543-196 à R.543-201 du code de l'environnement.
Constats : Lors de l'inspection, aucun mélange de déchets n'a été constaté. Les cuves de stockage de graisses ainsi que la cuve de liquides hydrocarburés sont clairement identifiées. L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur élimination dans des filières spécifiques. Le jour de la visite, un contrôle aléatoire a été réalisé sur les bons: - BSD-20241217-PR5DYJQX9 correspondant à la prise en charge de 8 tonnes de graisses; - et BSD-20250123-H3ATDMXWC correspondant à 24,74 tonnes de boues hydrocarurées prise en charge par la SIAP à Bassens.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Conception et exploitation des installations d'entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conception et exploitation des installations d'entreposage des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits, stockés temporairement dans l'établissement, avant leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. Il est interdit de stocker des déchets à l'intérieur de l'établissement sur une période anormalement longue au regard de la fréquence habituelle des enlèvements. La durée d'entreposage ne devra pas excéder celles fixées à l'article 1.2.3
Constats : Le site est organisé par zones de réception : par exemple, une piscine de réception des déchets liquides hydrocarburés, et deux zones de stockage pour les graisses : l'une pour les graisses provenant des industries agroalimentaires, et l'autre pour les graisses issues des stations d'épuration (STEP). Ces zones sont couvertes et aménagées sur des surfaces adaptées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Origine géographique des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 5.2.1
Thème(s) : Autre, Origine géographique des déchets
Prescription contrôlée : L'origine géographique des déchets concerne les départements : <ul style="list-style-type: none">- de la Corrèze,- de la Dordogne,- du Lot,- du Cantal,- et de l'Aveyron. Seuls les déchets fixés à l'article 1.2.3 du présent article sont autorisés à être stockés temporairement sur ce centre de transit.
Constats : L'Inspection a consulté la base de données Trackdéchets pour l'intervalle allant du 1er janvier 2025 au 1er janvier 2026. Cette consultation montre que l'origine des déchets est majoritairement située en Corrèze et dans les départements limitrophes. À titre d'exemple, 410,38 tonnes de déchets provenant de la Corrèze et 235.04 tonnes du Cantal ont été enregistrées sur un total de 798,21 tonnes de déchets entrants sur la période considérée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Déchets / Refus de prise en charge

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 5.2.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Refus de prise en charge
Prescription contrôlée : En cas de doute sur la nature des déchets ou d'anomalie constatée lors des contrôles à l'entrée de l'établissement, l'exploitant refuse la prise en charge du chargement. Il établit un bordereau de refus en trois exemplaires qui précise le motif du refus. Chacun de ces exemplaires est destiné au producteur du déchet, à l'exploitant et à l'inspection des installations classées. L'inspection des installations classées doit être informée du refus de prise en charge le jour même par l'exploitant. L'exploitant prend toutes dispositions pour écarter le chargement incriminé et le renvoyer à son expéditeur dans les meilleurs délais.
Constats : L'exploitant indique ne pas avoir refusé la prise en charge de déchets. Il précise que ces employés en charge du transit des déchets effectuent des vérifications visuelles avant toute prise en charge et que le nombre d'apporteurs extérieurs de déchets est réduit.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Déchets / Registre de prise en charge

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/05/2023, article 2.8
Thème(s) : Autre, Déchets / Registre de prise en charge
Prescription contrôlée : Un registre de prise en charge, éventuellement informatisé, doit être ouvert pour chaque activité mentionnée à l'article 1.2. du présent arrêté. Chaque registre doit, au minimum, mentionner pour chaque véhicule de déchets entrant dans l'établissement : <ul style="list-style-type: none">- la référence d'acceptation préalable,- la date et l'heure d'entrée,- l'identité de l'installation à l'origine des déchets ou de la collectivité de collecte, et du transporteur,- le numéro d'ordre d'arrivée du véhicule pour la journée considérée ainsi que le numéro d'immatriculation de ce dernier,- la nature du chargement et sa codification selon la nomenclature des déchets,- la quantité reçue en tonnes et le mode de conditionnement,- la quantité totale de déchets reçus dans la journée, ainsi que la quantité cumulée. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. L'établissement est exonéré des obligations de traçabilité spécifiées aux deux premiers alinéas de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.
Constats : Le registre a été consulté lors de l'inspection. L'inspecteur a demandé à l'exploitant de préciser la quantité totale de déchets reçue le 13 février 2025. L'exploitant a fourni rapidement l'information : 32 tonnes de déchets dangereux ont été réceptionnées sur le site ce jour-là. L'exploitant réalise également des formations internes sur le logiciel TRACKDECHET. À titre d'exemple, le 25 juin 2025, 11 collaborateurs du groupe SAUR ont participé à une formation sur ce sujet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Vérification installation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, installation électrique
Prescription contrôlée : [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...]
Constats : L'exploitant a transmis avant à l'inspection le rapport de vérification des installations électriques en date du 5 janvier 2026. Ce rapport met en évidence la présence de plusieurs observations. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué être dans l'attente du devis de l'entreprise d'électricité en vue de la levée de ces observations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra justifier, sous six mois, de la mise en conformité des installations électriques, par la transmission à l'Inspection des documents attestant de la levée des observations relevées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 13 : Lutte contre incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 7.6.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre incendie
Prescription contrôlée : [...]Le système de défense contre l'incendie cité ci-dessus sera complété par des moyens de secours appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, et notamment par : <ul style="list-style-type: none">• des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;• du produit absorbant incombustible en quantité adaptée, sans être inférieure à 1 000 litres, protégé des intempéries, avec les moyens nécessaires à sa mise en œuvre ; [...] Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.[...]
Constats : L'Inspection a demandé à l'exploitant de transmettre le dernier rapport de vérification des extincteurs. En réponse, l'exploitant a fourni : <ul style="list-style-type: none">- une photographie du registre de sécurité mentionnant l'intervention de la société EUROFEU le 16 janvier 2026 ;- et par courriel du 9 février, le procès-verbal d'intervention sur le parc d'extincteurs, sans observation, ainsi que le procès-verbal d'intervention du 26 janvier 2026 sur le parc des trappes de désenfumage, avec la mention « prévoir devis PCA ». L'exploitant est invité à prévoir le devis PCA (plaque polycarbonate alvéolaire) et éventuellement les travaux en lien avec à cette observation. L'Inspection a constaté la présence de plusieurs extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, bien visibles et facilement accessibles. La présence de deux caisses, situées à proximité des cuves de séparation et contenant de l'absorbant, a également été constatée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Auto surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 9.2.4.1
Thème(s) : Situation administrative, auto surveillance des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué [...] indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.
Constats : Le dernier rapport de mesure des émissions sonores enregistré par l'Inspection date du 16 novembre 2022. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir fait réaliser de nouvelles mesures acoustiques sur son site le 17 décembre 2025. Le rapport de mesure a été transmis à l'inspection par courriel le 9 février 2026. Il montre que : <ul style="list-style-type: none">- en limite de propriété, tous les points de mesure respectent la limite de 70 dB(A), indiquant une conformité sur la limite de propriété.- en zone d'émergence, la mesure est conforme pour le ZER1, mais non conforme pour le ZER2. Il est à noter que le point de mesure ZER2 correspond à un point situé en limite de propriété. L'inspection n'a reçu aucune plainte concernant le bruit dans ce secteur d'activité. L'exploitant est invité, lors de la prochaine campagne de mesures, à revoir le positionnement des points de mesure, notamment celui du point ZER2.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déc

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thème(s) : Situation administrative, GERE
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1. Pour les installations classées relevant du système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre, la date ci-dessus est remplacée par celle fixée par l'article R. 229-20 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant est soumis à l'obligation de déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants ainsi que des déchets. À ce jour, le compte GERE de l'installation n'a pas été initialisé par l'exploitant. Lors de l'inspection, l'exploitant a désigné deux personnes chargées du suivi de cette obligation. À la suite de l'inspection, les deux adresses électroniques correspondantes ont été enregistrées par l'Inspection dans le logiciel GERE, et l'exploitant a pu initialiser son compte. Le paramétrage de GERE a été réalisé afin que l'exploitant puisse effectuer sa déclaration dans le délai réglementaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de procéder à la déclaration annuelle dans le respect des échéances réglementaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois